



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Brabant wallon : des citoyens et entreprises de seconde zone pour le SPF Finances ?

Pour centraliser les contacts « *face to face* » entre citoyens et agents du SPF Finances, onze infocenters ont été créés, soit un par province... sauf en Brabant wallon. Les entreprises et les habitants du Brabant wallon ne méritent-ils pas le même service que le reste du pays ? Ce 1^{er} février, à Ottignies-Louvain-la-Neuve, les agents interpellent le président du Comité de direction du SPF Finances à ce propos.

Depuis des années, pour des raisons d'économies budgétaires, le SPF Finances ne cesse de diminuer son personnel, mais aussi le nombre de ses implantations. La conséquence directe : une **diminution** importante du **service de proximité** et inévitablement une **dégradation** de la **qualité du service** offert à la **population** (nombreux déplacements supplémentaires, files importantes pour recevoir les contribuables...).

Le SPF Finances a créé onze infocenters destinés à centraliser les contacts directs entre les citoyens et les agents du SPF Finances (pour l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement, de la Fiscalité, et bientôt de la Documentation patrimoniale).

ONZE INFOCENTERS, SOIT UN PAR PROVINCE... SAUF POUR UNE PROVINCE, LE BRABANT WALLON. Dès lors, sans changement de cap, les habitants, mais aussi les entreprises du Brabant wallon devront se déplacer à Bruxelles, Charleroi, Mons, Namur ou Liège pour avoir un contact direct (*face to face*) avec un agent du SPF Finances... ou devront se contenter de communications téléphoniques (auprès du *contact center* déjà surchargé) ou électroniques !

L'UNSP reste ouverte à de nouveaux process d'accueil du citoyen, si ceux-ci améliorent le service rendu. L'organisation actuelle du « *face to face* » est une régression (zone rurale oubliée, public précarisé oublié, et fracture numérique officialisée). De plus, le management reconnaît lui-même que pour fournir un service efficace, il manque de personnel. **C'est ce qui s'appelle mettre la charrue avant les bœufs.**

Le personnel du SPF Finances du Brabant wallon ne peut accepter cette dégradation constante des conditions de travail et du service offert à leurs concitoyens. Ils se sont exprimés en ce sens lors de deux assemblées du personnel organisées par l'UNSP et ont décidé de sensibiliser la hiérarchie et les élus locaux aux problèmes qu'ils rencontrent quotidiennement.

Ce 1^{er} février, les agents profiteront d'une visite à Ottignies du président du Comité de direction du SPF Finances, Hans D'Hondt, pour l'interpeller à ce propos. Cette rencontre est programmée à 14 heures dans le bâtiment du SPF Finances, avenue Paul Delvaux 13 à 1340 Ottignies-Louvain-la-Neuve.

À la demande du personnel, l'UNSP transmettra également aux différents administrateurs généraux et au président du Comité de direction la liste des problèmes que ces agents rencontrent quotidiennement et interpellera l'ensemble des bourgmestres du Brabant wallon à propos de la situation de leur province, des risques de voir le service offert aux Brabançons se réduire comme une peau de chagrin au profit d'autres grands centres (Bruxelles, Charleroi et Mons).

Le personnel du Brabant wallon demande prioritairement :

- la création d'un infocenter en Brabant wallon ;
- du personnel supplémentaire afin de répondre aux missions de service public ;
- de la stabilité dans les structures ;
- des formations adéquates et régulières ;
- l'offre au public d'un service de qualité, et ce dans toutes les administrations.